

Communiqué

Efficacité énergétique, sobriété, décroissance : des choix de société ...

Des mesures doivent impérativement être prises pour limiter au niveau le plus bas possible l'augmentation de la température du globe, à l'origine du dérèglement climatique. Ces mesures impliquent une réduction massive et rapide des émissions de GES (gaz à effet de serre), qui sont principalement liées à l'utilisation encore majoritaire des énergies d'origine fossile émettrices de CO₂, dont il va falloir se priver. Il s'agit là d'une véritable révolution technologique, économique et sociétale, totalement inédite dans l'histoire humaine.

Au-delà des actions de base pour remplacer les énergies d'origine fossile par des sources d'énergie non ou peu émettrices de GES, une limitation des consommations énergétiques peut être indispensable ou souhaitable dans certains cas. Cette limitation peut être obtenue par deux voies : par augmentation de l'efficacité énergétique, qui permet de conserver les mêmes services en consommant moins d'énergie ; ou par des efforts de sobriété, en réduisant ou abandonnant volontairement certaines consommations énergétiques ; ou encore le plus souvent par une combinaison de ces deux voies. Des publications récentes de référence (Académie des Technologies et France Stratégie) concluent sans ambiguïté qu'au-delà du rôle principal et primordial des progrès scientifiques et technologiques qui permettent les progrès d'efficacité énergétique, une certaine sobriété sera indispensable. Comme l'exprime en filigrane l'Académie précitée, « *la technologie ne peut pas tout* ». Reste à déterminer les domaines et les poids respectifs de mise en œuvre de ces deux voies. Une analyse est proposée dans une tribune de Georges Sapy intitulée *Efficacité énergétique ET sobriété OU décroissance ?* à consulter sur le site de « Sauvons Le Climat » (lien indiqué ci-dessous). Deux grands domaines y sont distingués :

- **Le fonctionnement souverain du pays, au bénéfice de l'ensemble de ses habitants** : tous les secteurs remplissant des fonctions essentielles dans la vie d'un pays développé (défense, sécurité civile, santé, réseaux énergétiques, de télécommunications et de transports publics, agriculture, une partie de l'industrie, etc.) doivent bénéficier d'une **énergie suffisante** pour assurer correctement leurs fonctions, faute de quoi des pans entiers de la vie du pays s'écrouleraient au détriment de l'ensemble des citoyens. C'est une nécessité, pas une option. Cela ne signifie pas que ces consommations énergétiques contraintes ne peuvent être ni maîtrisées ni réduites, mais que ces réductions doivent être atteintes à **service rendu suffisant**, dans des conditions de gestion rigoureuses. Il s'ensuit que ces réductions de consommation devront majoritairement résulter des progrès d'efficacité énergétique. Mais cela a pour condition impérative une bonne gouvernance de l'État à tous ses niveaux d'organisation, s'appuyant sur une bonne gouvernance et efficacité de gestion des entreprises intervenant dans ces domaines.

- **Les consommations individuelles**. Les choix individuels de consommation peuvent certes être orientés par les progrès technologiques mis à leur disposition, dont ils peuvent utilement tirer profit, mais ils dépendent aussi et surtout des désirs individuels, limités ou moins limités. Cela rend ce domaine beaucoup plus dépendant des efforts de sobriété de chacun, étant entendu qu'il s'agit ici surtout d'efforts raisonnés et raisonnables évitant les consommations inutiles et les gaspillages manifestes, non durables dans le contexte du dérèglement climatique et de la raréfaction de certains matériaux, comme les métaux rares. Dans cet esprit, le livre : *Bonnes pratiques pour sauver le climat*, publié en 2021 par Sauvons le Climat fournit à chacun de très nombreuses informations et pistes concrètes pour agir à son niveau.

Par ailleurs, les publications précitées de l'Académie des Technologies et de France Stratégie donnent quelques estimations chiffrées convergentes concernant les impacts potentiels comparés sur les émissions de GES de l'efficacité énergétique (environ 80 %) et des efforts de sobriété (environ 20 %).

Cela indique qu'il y a beaucoup plus à attendre des progrès d'efficacité énergétique, sans que les efforts de sobriété soient à négliger. Concernant ces derniers, on ne peut pas non plus ignorer que certains d'entre eux pourront affecter l'activité économique de secteurs tournés vers les consommations individuelles, mais de façon sélective, conduisant à des décroissances sectorielles d'adaptation dans ces secteurs.

Cependant, des décroissances de ce type limitées à certains secteurs sont très différentes d'une décroissance généralisée et profonde, souhaitée par des minorités militantes qui prétendent agir au nom du climat mais dont l'objectif réel est un changement radical de société. C'est une escroquerie intellectuelle pour les raisons analysées dans la publication de France Stratégie : celle-ci souligne en effet que les progrès d'efficacité énergétique nécessiteront des investissements extrêmement importants dans la longue durée (décennies). Or, une décroissance généralisée interdirait de façon certaine, immédiate et durable, toute possibilité de tels investissements. Cela éliminerait ipso facto le moyen de loin le plus efficace de réduction des émissions de GES (environ 80 %, cf. ci-dessus) et ne permettrait plus d'avoir une politique rationnelle de réduction des GES, le peu d'argent disponible étant utilisé pour répondre notamment aux besoins sociaux les plus élémentaires, qui ramèneraient le pays aux siècles derniers comme l'écrit France stratégie.

Ce risque de décroissance généralisée n'est cependant pas à négliger dans le contexte d'un manque massif d'énergie décarbonée qui résulterait du choix utopique de mix « 100 % renouvelables ». Dans le cas de la France, il peut fort heureusement être évité par la pérennisation de l'option nucléaire, éprouvée, pilotable et capable de produire de l'électricité décarbonée en très grande quantité à un coût très compétitif. Il y faut cependant une condition première impérative : cette technologie du temps long (une centrale nucléaire est construite pour fonctionner 60 à 80 ans) implique une politique énergétique et industrielle du pays éclairée par la science et constante sur le très long terme.

Lien vers la tribune de Georges Sapy intitulée [Efficacité énergétique ET sobriété OU décroissance ?](#)